

*Initiatives ministérielles*

devenir souverains dès que l'empire soviétique a dégage un peu son étreinte. S'ils ont réussi à le faire, on aurait pu dire que nous, Canadiens, qui sommes les boy-scouts du monde entier, et avec raison, nous allons défendre la veuve et l'orphelin sur tous les continents.»

• (1310)

Dès que l'Estonie et la Lettonie se sont libérées de l'Union soviétique, elles ont les premières demandé leur souveraineté, demandé qu'elles soient reconnues. On aurait pu dire, nous autres: «On va faire du spécial pour l'Estonie et la Lettonie, on va les aider, on va les appuyer parce que c'est une reconnaissance de la contribution à l'augmentation du capital démocrate du monde entier.» Mais non, ce n'est pas ce qu'on fait. On dit, comme le porte-parole de l'opposition le disait tout à l'heure: «C'est une question d'intérêt. Nous avons des investissements dans ce coin-là. Ils ont probablement des investissements ici. On signe. Il n'y a pas de problème. C'est une question d'intérêt. Il n'est pas question de politique. Il n'est pas question de coeur. Il n'est pas question de rien. Il n'est pas question de souligner des pays qui ont réussi à devenir souverain, qui ont traversé 50 ans de communisme et de rouleau compresseur russe. Ils ont réussi à passer à travers cela. Mais non, il s'agit d'une question d'intérêt.» Bon. D'accord.

Prenons l'exemple de la Hongrie. Vous savez ce qui s'est passé en Hongrie dans les années 1950, il y a eu une tentative de révolte contre l'empire soviétique. Les Hongrois ont été écrasés. Le Canada a accueilli beaucoup de Hongrois. C'est l'honneur du Canada de les avoir accueillis. Je m'en souviens, malgré que j'étais très jeune, parce que cela m'a frappé. On n'a pas dit dans le projet de loi: «Nous concluons un protocole avec la Hongrie parce qu'elle a fait des belles choses dans les années 1950, et comme il y a beaucoup d'Hongrois au Canada, à ce moment-là, on va les aider.» Non. On dit: «Non. Nous concluons un protocole avec la Hongrie parce que c'est dans notre intérêt. Les Hongrois ont des investissements au Canada, nous avons des investissements en Hongrie, nous voulons continuer les échanges commerciaux avec eux, nous signons des ententes. C'est de cette façon que ça fonctionne sur le plan international.» C'est la même chose avec Trinité-et-Tobago. Le porte-parole de l'opposition l'a bien expliqué, il y a actuellement des échanges commerciaux avec Trinité-et-Tobago qu'il faut harmoniser. Il n'y a pas de problème.

Alors je lis ce projet de loi et, au nom de l'opposition officielle, je dis: «On a des ententes avec la Lettonie, l'Estonie, Trinité-et-Tobago, la Hongrie et avec 55 autres pays dans le monde. C'est très beau.» Alors je dis: «Il y a quand même des choses qui se font entre les pays, des gros pays avec des petits pays, des petits pays que le Canada n'a pas l'air de mépriser, que le Canada respecte parce qu'ils sont souverains.» C'est ça la beauté de la souveraineté, c'est qu'on est respecté. Qu'on soit gros ou qu'on soit petit, quand on est souverain on est respecté parce qu'il y a des conventions internationales, il y a des pratiques internationales et, à ce moment-là, il y a une règle du jeu qui est clairement établie. Alors c'est pour cette raison que certains pays veulent devenir souverains. Et ces temps-ci, il y a un pays qui veut

devenir souverain, c'est le Québec. Je dis «un pays» parce que, pour moi, le Québec est un pays.

Regardez au Québec. En voyant les Québécois, en leur parlant, à regarder l'histoire des Québécois, à les écouter, on se rend compte que c'est bien dommage, mais c'est différent d'autres coins du Canada. On ne méprise en rien ailleurs, les gens de Terre-Neuve, les Franco-Ontariens, les gens de l'Ouest, les gens de la Colombie-Britannique, mais les Québécois sont un peu différents et, aujourd'hui, certains disent: «Sur le plan international, on va faire que ce pays devienne un état souverain.» Et actuellement, une des données du débat c'est que ça n'ira pas bien au Québec, que ce sera difficile.

À un moment donné, c'est M. Daniel Johnson qui dit: «Oups, si vous devenez souverain, 92 000 emplois.» Le lendemain, trois ou quatre jours plus tard ou même une semaine, ils ont eu le temps de réfléchir et ils ont eu le temps de voir que 92 000 emplois n'étaient peut-être pas assez, ça ne frappe assez. Alors il y a un éminent ministre des Finances fédéral qui a dit, au Québec: «92 000, c'est probablement un million d'emplois.» Pas 900 000, pas 900 100 ou 909 150, c'est un million d'emplois. Cela frappe. On est millionnaire en perte d'emplois. C'est certain qu'il ne nous dit pas: «Ah, vous ne perdrez pas un million d'emplois», mais plutôt «il y a un risque de perdre un million d'emplois», parce que si jamais, vu que vous êtes petits, que vous n'êtes pas gros, vu que vous avez une petite économie, un petit peuple, dans le fond vous êtes petits. Si vous êtes petits, peut-être que le Canada, qui est plus gros que vous, peut-être que les États-Unis, qui sont plus gros que vous aussi, vont dire: «Nous, nous ne commerçons pas avec les petits, nous commerçons seulement avec les gros.»

• (1315)

Alors, à ce moment-là, il n'y aura peut-être plus de commerce avec le Canada, il n'y aura plus de commerce entre le Québec et le Canada, il n'y aura plus de commerce entre le Québec et les États-Unis. Donc là, c'est un million d'emplois. Bien sûr que c'est un million d'emplois si personne n'achète ce qu'on produit et si nous autres, on n'achète pas ce que les autres veulent bien nous vendre. Bien sûr, dans le domaine du commerce, dans le domaine de la production, il va y avoir des pertes, mais ce n'est pas ainsi que cela fonctionne.

Comment cela fonctionne-t-il au point de vue international? Cela fonctionne comme dans ce projet de loi. Les pays, les États font des traités, concluent des ententes sur la base de leurs intérêts. C'est ainsi que cela fonctionne. Il est certain que des gens, à la suite de certaines circonstances, ont des susceptibilités, ne sont pas contents, disent que ce n'est pas ainsi que cela va se passer et on espère que ce n'est pas ainsi que cela va se passer.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lucien Bouchard, comme négociateur, va se présenter et il entamera la négociation. Alors, certains diront peut-être: «On ne veut pas négocier avec vous autres, on ne vous aime pas, vous êtes démagogiques, vous êtes ethniques, vous voulez vous rapetissez vous-mêmes, vous êtes en train de vous diminuer au point de vue économique.» Nous allons leur dire: «Eh bien, écoutez, on a voté, on veut faire une entente avec vous et cette entente, on va la faire, si on ne la fait pas sur la base d'une amitié qui s'est développée quand même au cours des années et des siècles.»